

05 déc 2006 -16:27

La Présidence belge OSCE et l'UNODC lancent une 'boîte à outils' pour réformer leurs systèmes pénaux

L'Office on Drugs and Crime des Nations-Unies (UNODC) et l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) ont lancé lundi une nouvelle 'boîte à outils' pour aider les pays à rendre leurs systèmes pénaux plus efficaces.

L'Office on Drugs and Crime des Nations-Unies (UNODC) et l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) ont lancé lundi une nouvelle 'boîte à outils' pour aider les pays à rendre leurs systèmes pénaux plus efficaces.

La Présidence belge de l'OSCE et l'UNODC lancent une 'boîte à outils' pour aider les pays à réformer leurs systèmes pénaux BRUXELLES, le 4 décembre 2006 – L'Office on Drugs and Crime des Nations-Unies (UNODC) et l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) ont lancé lundi une nouvelle 'boîte à outils' pour aider les pays à rendre leurs systèmes pénaux plus efficaces. Le Criminal Justice Assessment Toolkit est conçu afin d'aider les utilisateurs sur le terrain à réformer leurs propres systèmes pénaux, en les mettant en conformité avec les standards internationaux. Cela permettra également aux conseillers des Nations-Unies et d'autres organes de procéder à l'évaluation des systèmes judiciaires dans des pays particuliers et d'identifier les domaines d'assistance technique appropriés. La boîte à outils, élaborée par une équipe de l'ONU et de l'OSCE, couvre les activités de police, l'accès à la justice, le système pénitentiaire et les alternatives à la détention, de même que d'autres questions telles que la justice juvénile et le traitement des victimes et des témoins. Divisée en 16 modules, elle fournit des conseils détaillés et complets pour les utilisateurs sur le terrain. En présentant la boîte à outils au Conseil ministériel de l'OSCE de Bruxelles, le Directeur exécutif de l'UNODC, Antonio Maria Costa, a déclaré que des systèmes judiciaires efficaces et intègres étaient vitaux pour le maintien de sociétés stables et démocratiques. "Pour empêcher les conflits et construire la paix dans le long terme, il faut un corps de police professionnel et honnête, des gens qui peuvent mener des enquêtes et faire du renseignement, des services de poursuites judiciaires compétents, un système judiciaire intègre et un système carcéral humain", a-t-il déclaré. "Cela ne peut se faire en un jour. Cela prend du temps, exige de la formation et demande des ressources. Je suis fier de présenter cette boîte à outils développée par les deux organisations. Elle sera une source d'informations pratiques pour ceux concernés dans l'administration judiciaire et elle pourra évoluer conformément aux besoins." "A une époque où il y a tant d'instabilité et de conflits dans le monde, nous espérons que de tels outils peuvent aider à construire ou à rénover les systèmes pénaux, afin d'assurer qu'ils fournissent de la sécurité et de la justice pour tous", a-t-il ajouté. Le Président en exercice de l'OSCE, le Ministre belge des Affaires étrangères Karel De Gucht, a déclaré que les outils avaient été élaborés dans le but d'être largement utilisés. "Je suis convaincu que ces outils feront une différence pour ceux et celles travaillant sur le terrain, dans des domaines de l'Etat de droit, tout aussi bien au sein de l'OSCE qu'au dehors. Comme vous le savez très bien, l'Etat de droit et la bonne gouvernance sont des 'domaines de croissance', a dit le Ministre. "La communauté internationale est de plus en plus appelée à fournir de l'assistance dans le domaine de l'Etat de droit. Je suis certain que les outils que nous lançons aujourd'hui faciliteront ce travail et qu'ils élèveront les standards en matière d'assistance internationale sur le plan de l'Etat de droit."

SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération
au Développement - Service de presse (P&C/P)

Rue des Petits Carmes 15

1000 Bruxelles

Belgique

+32 2 501 81 11

<http://diplomatie.belgium.be>

Karl Lagatie

Porte-parole

+32 477 40 32 12

Karl.Lagatie@diplobel.fed.be

Arnaud Gaspart

Porte-parole adjointe

+32 2 501 87 66

Arnaud.Gaspart@diplobel.fed.be